Presse: l'Etat subventionne d'abord les milliardaires

PAR LAURENT MAUDUIT ET DONATIEN HUET
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 5 OCTOBRE 2016

Les puissances d'argent qui ont fait main basse sur les médias peuvent dire merci au gouvernement : selon les chiffres du ministère de la culture, que révèle Mediapart, cinq milliardaires ont continué de se partager en 2015 près de la moitié des aides directes que l'État apporte à 326 journaux.

Le scandale continue ! Les milliardaires qui ont fait main basse sur la plupart des titres de la presse quotidienne nationale (PQN) ou de la presse quotidienne régionale (PQR) empochent l'essentiel des aides directes que l'État verse, soi-disant pour venir en aide à la presse et défendre le pluralisme. C'est ce qui ressort des tableaux statistiques portant sur l'année 2015 que le ministère de la culture et de la communication a présentés en avant-première, le 3 octobre, aux éditeurs de presse, et que Mediapart est en mesure de révéler.

Rompant avec une très longue tradition d'opacité, le ministère de la culture et de la communication publie depuis quatre ans le détail des aides directes que l'État accorde à la presse – qui viennent s'ajouter aux aides indirectes qui bénéficient à toute la presse. Ces statistiques pour 2015 seront donc bientôt publiées sur les sites internet du gouvernement : culture.gouv.fr et data.gouv.fr. Mais elles ont dès à présent été présentées en avant-première, le 3 octobre, aux éditeurs de presse, à l'occasion de la traditionnelle « conférence des éditeurs ».

Voici donc le tableau statistique qui porte sur les aides directes pour l'année 2015 :

(Cliquer sur « Scribd » en bas du document pour l'agrandir)

Pour parvenir à interpréter correctement ces statistiques, il faut avoir à l'esprit que, les années antérieures, les chiffres rendus publics prenaient en compte toutes les aides directes distribuées à la presse, y compris les aides à la distribution postale. C'est ainsi que, pour 2014, les statistiques (**que l'on peut télécharger ici**) faisaient apparaître des aides pouvant dépasser la dizaine de millions d'euros pour certains titres.

Comme le montre le tableau ci-dessus, les aides directes les plus importantes culminaient ainsi à 15,2 millions d'euros pour *Le Figaro*, 14 millions d'euros pour *Aujourd'hui en France* ou encore 13 millions pour *Le Monde*.

Mais pour l'année 2015, les services statistiques du ministère ont choisi une nouvelle présentation : on peut consulter dans l'onglet Prolonger associé à cet article la note méthodologique qui explique les critères de ce nouveau mode de calcul. En particulier, celui-ci ne fait plus apparaître les aides postales. Optiquement, les statistiques pour 2015 font donc apparaître des chiffres en baisse, même si, en réalité, les aides directes sont restées à peu près les mêmes.

Et puis surtout, il y a une chose qui ne change pas : aux termes de critères de répartition absolument opaques, ce sont toujours les journaux qui sont la propriété (ou qui le sont devenus) des oligarques qui absorbent la plus grosse part du pactole.

Presque la moitié des aides pour 5 milliardaires

Une première indication en atteste. Si l'on agrège les 20 titres les plus aidés, ceux qui bénéficient de crédits supérieurs à 1 million d'euros, sur les 326 journaux qui apparaissent dans le tableau, on découvre qu'ils se partagent 56,4 millions d'euros sur les 77,1 millions d'euros distribués. En résumé, les aides directes sont réparties entre des mains très peu nombreuses, puisque ces 20 titres se partagent à eux seuls plus de 73 % du pactole. Ce qui est la preuve d'une extrême concentration de ces aides. À lui tout seul, le journal *Libération*, que le milliardaire Patrick Drahi a croqué, a ainsi empoché une subvention de 23 centimes par numéro vendu. Ce qui constitue une formidable assurance pour le financier : même si son quotidien perd de plus en plus de lecteurs, il n'a guère de crainte à avoir puisque l'État s'engage de plus en plus à assurer ses fins de mois.

Cliquez sur « Total des aides », « Diffusion annuelle » ou « Aide par exemplaire » pour obtenir l'infographie correspondante.

Plus grave encore, il apparaît effectivement que les milliardaires sont les plus aidés – comme s'ils n'avaient pas les poches assez pleines pour ne pas vivre de la mendicité auprès de l'État.

Agrégeons ainsi les aides directes dont le milliardaire du luxe Bernard Arnault profite pour ses journaux (*Les Échos*, *Le Parisien-Aujourd'hui en France*) : on arrive au total stupéfiant de 10,9 millions d'euros. Exilé fiscal à Zermatt, en Suisse, le milliardaire Patrick Drahi, qui a la main sur *Libération* et *L'Express*, a reçu de l'État un chèque de 6,9 millions d'euros. Pour les trois oligarques à la tête du groupe Le Monde-L'Obs (*Le Monde*, *Le Monde diplomatique*, *L'Obs*, *Télérama*, *La Vie*, *Courrier international*), l'État a été à peine moins généreux : 6,7 millions d'euros. L'avionneur et marchand d'armes Serge Dassault (*Le Figaro*) a profité de largesses similaires : 6,5 millions d'euros. Et enfin, le richissime Arnaud Lagardère (*Journal du dimanche*, *Paris-Match*) a empoché 1,5 million d'euros.

Si l'on ne prend en compte que ces cinq groupes de milliardaires, le constat est donc accablant : ces seuls oligarques, qui figurent parmi les plus grandes fortunes françaises et même, pour certains d'entre eux, planétaires, se partagent 32 millions d'euros sur les 77 millions d'euros distribués. En résumé, les plus riches des milliardaires sont aussi les plus subventionnés.

Et le constat serait sûrement encore plus accablant si l'on prenait aussi en compte d'autres actionnaires richissimes, comme par exemple le Crédit mutuel qui possède, dans une scandaleuse situation de monopole, tous les titres de la presse régionale de la façade est de la France, de Metz et Strasbourg jusqu'à Avignon, en passant par Grenoble et Lyon.

Le bilan des aides en 2015 vient donc confirmer le même et consternant constat que l'on peut dresser chaque année : loin de préparer l'avenir ou d'œuvrer à la défense du pluralisme, la politique conduite par la puissance publique vise chaque année à consolider les positions détenues par les puissances d'argent et à freiner l'émergence d'une presse nouvelle et indépendante.

Ce bilan est d'autant plus accablant que le séisme qui s'est abattu sur la presse vient de se clore avec une force particulière. Car 2015 est précisément l'année où s'est achevée la constitution de gigantesques empires médiatiques, autour de Vincent Bolloré (Vivendi, Canal+, Dailymotion, Havas…), de Xavier Niel et ses alliés (*Le Monde*, *L'Obs*, etc.) et de Patrick Drahi (*Libération*, *L'Express*, BFM-TV, BFM-Business, RMC…). Et c'est aussi l'année où, des censures à Canal+ jusqu'au licenciement pour motif politique à *L'Obs*, on a pu constater les ravages éditoriaux de cette mainmise des puissances d'argent sur les médias.

Or, le gouvernement socialiste n'a rien fait pour freiner l'appétit des oligarques : refusant toute mesure anticoncentration, il ne s'est pas plus offusqué que ces censures puissent être organisées. Et il a encore moins manifesté un quelconque signe d'intérêt à la proposition défendue par le Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne (le Spiil, dont Mediapart est l'un des membres fondateurs), qui, dans son manifeste (**il est ici**), défend de longue date l'idée d'une refondation des aides publiques, et en particulier une suppression des aides directes.

Visiblement, pour ce gouvernement, c'est hors de question ! Voici donc que les chiffres des aides publiques apportent la touche finale à ce sombre tableau : sous ce gouvernement, les milliardaires qui ont fait main basse sur la presse coulent décidément des jours très heureux…

Retrouvez ci-dessous les deux débats sur l'état de l'information en France et dans le monde, débats organisés lors de notre live « En direct de Mediapart » le mois dernier :

Médias: le shopping mondial des oligarques

Comment libérer l'information ?

Prolonger

Pour qui veut bien interpréter les chiffres publics qui figurent dans le tableau des aides présenté à la page 1 de cet article, on peut se référer à la note méthodologique réalisée par la direction des médias du ministère de la culture et de la communication, que l'on peut consulter ci-dessous :

Directeur de la publication : Edwy Plenel
Directeur éditorial : François Bonnet
Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.
Capital social : 28 501,20€.
Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.
Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris
Courriel : contact@mediapart.fr
Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08
Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90
Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.
Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.